



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20231219-2023_62-DE



DÉLIBÉRATION

2023/62

ARCHIVES

- CREATION D'UNE MISSION ARCHIVES POUR ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET LES ETABLISSEMENTS PUBLICS A LA GESTION DES ARCHIVES PUBLIQUES -

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 19 Décembre 2023 à 14 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Claude DUHAMEL, Maire de MONT-BERNANCHON – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER

Etaient absents ou excusés : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE -- Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code du patrimoine et, notamment, le livre II relatif aux archives ;

Vu l'article L452-40 du Code général de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

PREAMBULE

Le Code du patrimoine et le Code général des collectivités territoriales réglementent le processus d'archivage et définissent un certain nombre d'obligations pour les collectivités et les établissements publics. Propriétaires de leurs archives, les collectivités ont pour mission d'en assurer la gestion et notamment la conservation sous le contrôle scientifique et technique de l'État. Or, l'audit sur la gestion des archives publiques dans les collectivités territoriales et établissements publics du Pas-de-Calais réalisé par le service Usages Numériques et Informatiques au début de l'année 2023 démontre un réel besoin à l'accompagnement de ces missions pour les collectivités et établissements publics du Pas-de-Calais.

Dans ce contexte, et conformément aux dispositions permettant aux centres de gestion d'assurer des missions d'archivage à la demande des collectivités et établissements, le Centre de Gestion du Pas-de-Calais propose de dispenser cet accompagnement.

MODALITES ORGANISATIONNELLES ET FINANCIERES

L'accompagnement est conditionné par le conventionnement et diffère en fonction de la présence ou non d'une ressource formée dans la collectivité ou l'établissement public. Ainsi, trois cas sont identifiables :

Modalités d'accompagnement

1. <i>Collectivités disposant d'une ressource formée</i>	Accès à un ensemble de services : <ul style="list-style-type: none"> - Groupement de commandes, - Conseils, - Accompagnement à la préparation des archives numériques, - Accès au réseau Reuni.
2. <i>Collectivité disposant d'une ressource non formée</i>	Accès à des ateliers de sensibilisation et à des ateliers pratiques pour le ou les référents archives ; Accès à un ensemble de services : <ul style="list-style-type: none"> - Groupement de commandes, - Conseils, - Accompagnement à la préparation des archives numériques, - Accès au réseau Reuni.
3. <i>Collectivité ne disposant d'aucune ressource</i>	Intervention complète réalisée par l'archiviste itinérante du CDG 62 Accès à des ateliers de sensibilisation et à des ateliers pratiques Accès à un ensemble de services : <ul style="list-style-type: none"> - Groupement de commandes, - Conseils, - Accompagnement à la préparation des archives numériques, - Accès au réseau Reuni.

Toute intervention est conditionnée au préalable par la réalisation d'un état des lieux permettant d'apprécier la situation de l'archivage dans la collectivité adhérente et de définir un accord d'intervention. L'état des lieux est gratuit pour les Collectivités territoriales et établissements publics. Si l'accord est accepté par la collectivité, celle-ci conventionne à la mission Archives et une intervention peut être programmée.

Le coût horaire de toute intervention réalisée par l'archiviste est fixé à 42 € de l'heure pour les collectivités territoriales et établissements publics. De plus, les déplacements de l'archiviste dans la collectivité sont inclus dans les heures facturées à cette dernière. Il est possible pour une collectivité d'échelonner la dépense c'est-à-dire que la durée d'intervention identifiée et actée sur l'accord d'intervention pourra être répartie sur une à trois années afin d'en amoindrir le coût annuel pour cette dernière.

Le règlement de la participation interviendra sur présentation d'une facture et d'un titre de recette établis par le CDG 62 en fin de mission. Dans le cas d'un étalement de l'intervention, une facture intermédiaire sera établie à l'échéance des différentes phases d'intervention identifiées.

Face à ces éléments, le Président demande au Conseil d'Administration l'autorisation de :

- Créer une mission Archives à destination des collectivités territoriales et des établissements publics du Pas-de-Calais aux modalités de fonctionnement prévues ci-dessus ;
- Signer les conventions et actes administratifs relatifs à cette mission avec les collectivités souhaitant y adhérer ;
- Valider les tarifs proposés pour l'état des lieux et la mission Archives.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* la création d'une mission Archives à destination des collectivités territoriales et des établissements publics du Pas-de-Calais ;
- ♦ *AUTORISE* la signature des conventions et actes administratifs relatifs à la mise en œuvre de cette mission avec les collectivités adhérentes et établissements publics ;
- ♦ *VALIDE* les tarifs proposés pour l'état des lieux et la mission Archives.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 19 décembre 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY